

DIFFUSION IMMÉDIATE

27 janvier 2009

Le budget 2009 confirme que le gouvernement fédéral se contente du dernier rang à l'échelle internationale en matière de services de garde à l'enfance

Le budget fédéral rendu public aujourd'hui ne laisse aucun doute. Le gouvernement fédéral se contente de se classer bon dernier à l'échelle internationale en matière de services de garde. Le budget 2009 consacre des millions de dollars pour renforcer le système bancaire canadien reconnu internationalement, mais ne fait rien pour s'attaquer à la crise des services de garde qui secoue le pays tout entier et qui, elle aussi, est reconnue internationalement.

« Le budget 2009 fait fi des besoins de services de garde des Canadiennes et Canadiens qui s'efforcent de garder leur emploi et de se recycler », dit Jody Dallaire, présidente de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance et représentante du Nouveau-Brunswick. « Quand vous perdez votre emploi et que vous n'avez plus les moyens de payer la garderie pour retourner aux études ou chercher du travail, en quoi des baisses d'impôt vous aident-elles? » Les Nations Unies et l'OCDE ont toutes deux dénoncé le Canada pour ses piètres politiques en matière de services de garde et les conséquences sur l'égalité des femmes et le développement des jeunes enfants. Et avec ce budget, rien n'a changé. »

En 2004, l'OCDE attribuait au Canada le dernier rang parmi les pays industrialisés pour ce qui est de l'accès aux services de garde et de leur financement public. L'OCDE avait souligné que les frais de garde des familles canadiennes étaient parmi les plus élevés au monde. Plus récemment, dans le rapport de l'UNICEF sur les services de garde et autres programmes de soutien aux familles (décembre 2008), le Canada décrochait ex æquo une dernière place pour n'avoir atteint qu'une des dix cibles de rendement.

« Le budget fédéral 2009 ne contient rien pour promouvoir des services de garde de qualité et abordables qui aideraient les enfants et les familles à traverser la crise économique », soutient madame Dallaire. « De plus, sans services de garde, les femmes ne peuvent pas participer pleinement à la société canadienne. Nous demandons aux partis d'opposition d'exiger de ce gouvernement qu'il réponde aux besoins de services de garde des familles canadiennes».

Les pays, pour la plupart, comprennent que les services de garde sont une mesure cruciale pour la santé de l'économie. Notre avenir repose sur le fait que notre gouvernement fédéral le comprenne également.

-30-

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Jody Dallaire, présidente ACPSGE
506-961-1131 (c)